

Oliver Cann, Directeur des relations avec les médias – tél. : +41 (0)79 799 3405, e-mail :

[oliver.cann@weforum.org](mailto:oliver.cann@weforum.org)

## La « nouvelle norme » en matière de productivité est une source d'incertitude pour l'économie mondiale

- *Le Rapport global sur la compétitivité 2015-2016* arrive à la conclusion que les pays doivent accroître leur productivité afin de remédier à la stagnation de la croissance mondiale et au taux de chômage durablement élevé
- Une compétitivité insuffisante met en péril la résistance des économies face aux récessions et autres crises, toujours selon ce rapport
- La Suisse, Singapour et les États-Unis encouragent l'innovation et les talents, ce qui leur a permis de se maintenir au sommet de l'Indice mondial de la compétitivité, qui établit le profil de 140 économies
- Consultez le rapport complet, des infographies, des vidéos et plus encore [ici](#)

**Genève, Suisse, le 30 septembre 2015** – À défaut de réformes structurelles à long terme stimulant la productivité et l'esprit d'entreprise, l'économie mondiale risque de ne plus être à même d'améliorer les niveaux de vie, de résoudre le problème du taux élevé de chômage et de constituer une résistance appropriée en prévision de futures récessions économiques, d'après le *Rapport global sur la compétitivité 2015-2016* publié aujourd'hui.

Ce rapport présente une évaluation annuelle des facteurs de productivité et de prospérité dans 140 pays. L'édition de cette année établit une corrélation entre les pays très compétitifs et ceux ayant résisté à la crise économique internationale ou s'en étant rétablis rapidement. L'absence, en particulier au sein des marchés émergents, d'amélioration de la compétitivité depuis la récession indique que de futures perturbations de l'économie mondiale pourraient avoir des conséquences profondes et prolongées.

L'Indice mondial de la compétitivité (GCI – Global Competitiveness Index) permet également d'observer un lien étroit entre la compétitivité et la capacité d'une économie à cultiver, attirer, optimiser et soutenir des talents. Les pays en tête du classement affichent tous de bons résultats dans ce domaine. Mais dans de nombreux pays, trop peu de personnes ont accès à des études et des formations de haute qualité et les marchés du travail ne sont pas suffisamment flexibles.

La tête du classement GCI est occupée pour la 7<sup>e</sup> année consécutive par la Suisse. Ses excellentes performances dans l'ensemble des douze piliers de l'indice expliquent sa remarquable endurance tout au long de la crise et des secousses ultérieures. Singapour et les États-Unis maintiennent leur classement respectif en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> position. L'Allemagne progresse d'une place (4<sup>e</sup>), tandis que les Pays-Bas retrouvent leur classement d'il y a trois ans (5<sup>e</sup>). Ils sont suivis par le Japon (6<sup>e</sup>) et la Région administrative spéciale de Hong Kong (7<sup>e</sup>), tous deux stables. La Finlande dégringole à la 8<sup>e</sup> place, son classement le plus bas, suivie de la Suède (9<sup>e</sup>). Le Royaume-Uni clôture le top 10 des économies les plus compétitives au monde.

### Top 10 des économies selon le GCI 2015-2016

GCI 2015-2016	Pays/Économie	GCI 2014-2015	
1	Suisse	1	→
2	Singapour	2	→
3	États-Unis	3	→
4	Allemagne	5	↑
5	Pays-Bas	8	↑
6	Japon	6	→
7	RAS de Hong Kong	7	→
8	Finlande	4	↓
9	Suède	10	↑
10	Royaume-Uni	9	↓

En **Europe**, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la France ont fait des progrès notables en matière de renforcement de la compétitivité. Grâce aux programmes de réformes destinés à améliorer le fonctionnement des marchés, l'Espagne et l'Italie ont grimpé de respectivement deux et six places. Des améliorations similaires sur les marchés des biens et du travail en France (22<sup>e</sup>) et au Portugal (38<sup>e</sup>) sont contrebalancées par le recul des performances dans d'autres domaines. La Grèce maintient sa 81<sup>e</sup> place cette année sur la base de données recueillies avant le plan de sauvetage de juin. L'accès au financement reste une menace commune pour toutes les économies et est le principal obstacle dans la région au déverrouillage des investissements.

Parmi les **principaux marchés émergents**, la tendance va surtout dans le sens d'une baisse ou d'une stagnation. Quelques points positifs peuvent toutefois être observés : l'Inde met fin à cinq années de baisse consécutives avec un saut spectaculaire de 16 places (55<sup>e</sup>). L'Afrique du Sud refait son entrée dans le top 50 en grimant de sept places (49<sup>e</sup>). Ailleurs, l'instabilité macroéconomique et la perte de confiance dans les institutions publiques font reculer la Turquie (51<sup>e</sup>) ainsi que le Brésil (75<sup>e</sup>), ce dernier enregistrant une chute la plus spectaculaire. La Chine, stable à la 28<sup>e</sup> place, reste de loin l'économie la plus compétitive de ce groupe. Toutefois, son absence d'avancée vers le haut du classement souligne les défis auxquels elle est confrontée dans la transition de son économie.

Au sein des **économies asiatiques émergentes et en développement**, les tendances en matière de compétitivité sont principalement positives, malgré de nombreux défis et de profondes disparités intrarégionales. Tandis que la Chine et la plupart des pays d'Asie du Sud-Est obtiennent de bons résultats, ceux d'Asie du Sud et la Mongolie (104<sup>e</sup>) restent à la traîne. Les cinq membres les plus importants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – la Malaisie (18<sup>e</sup>, plus deux places), la Thaïlande (32<sup>e</sup>, moins une place), l'Indonésie (37<sup>e</sup>, moins trois places), les Philippines (47<sup>e</sup>, plus cinq places) et le Vietnam (56<sup>e</sup>, plus douze places) – se positionnent tous dans la première moitié du classement global du GCI.

La fin du supercycle des matières premières a durement touché **l'Amérique latine et les Caraïbes** et a déjà des répercussions sur la croissance dans la région. Afin d'améliorer la résistance à de futures perturbations économiques, des réformes et investissements supplémentaires sont requis en matière d'infrastructure, de compétences et d'innovation. Le Chili (35<sup>e</sup>) reste en tête du classement régional, juste devant le Panama (50<sup>e</sup>) et le Costa Rica (52<sup>e</sup>). Deux grandes économies de la région, la Colombie et le Mexique, remontent le classement pour arriver respectivement en 61<sup>e</sup> et en 57<sup>e</sup> position.

Le **Proche-Orient et l'Afrique du Nord** offrent une image contrastée. Le Qatar (14<sup>e</sup>) se positionne en tête dans la région, devant les Émirats arabes unis (17<sup>e</sup>), bien qu'il soit plus exposé que ses voisins en cas de persistance du faible niveau des prix de l'énergie, son économie étant moins diversifiée. Leurs très bonnes performances tranchent singulièrement avec celles des pays d'Afrique du Nord, où le pays le mieux placé est le Maroc (72<sup>e</sup>), et du Levant, où la Jordanie est en tête (64<sup>e</sup>). Les conflits géopolitiques et le terrorisme menaçant d'encore s'aggraver, les pays de la région doivent se concentrer sur des réformes de l'environnement économique et sur le renforcement du secteur privé.

**L'Afrique subsaharienne** continue d'enregistrer des taux de croissance proches de 5 %, mais la compétitivité et la productivité restent faibles. Il s'agit d'un point sur lequel les pays de la région vont devoir travailler, en particulier face aux prix volatils des matières premières, à la surveillance plus étroite exercée par les investisseurs internationaux et à la croissance de la population. L'île Maurice reste l'économie la plus compétitive de la région (46<sup>e</sup>), suivie de près par l'Afrique du Sud (49<sup>e</sup>) et le Rwanda (58<sup>e</sup>). La Côte d'Ivoire (91<sup>e</sup>) et l'Éthiopie (109<sup>e</sup>) réalisent une excellente performance en affichant les meilleures progressions de cette année pour l'ensemble de la région.

« La quatrième révolution industrielle encourage l'émergence de tout nouveaux modèles économiques et industriels parallèlement au déclin rapide d'autres. Afin de rester compétitifs dans ce nouveau paysage économique, les pays doivent mettre plus que jamais l'accent sur les facteurs majeurs de productivité, tels que les talents et l'innovation », explique Klaus Schwab, fondateur et président du Forum économique mondial.

« La nouvelle norme de croissance lente de la productivité représente une menace sérieuse pour l'économie mondiale et pour la capacité internationale de faire face aux défis majeurs tels que le chômage et l'inégalité des revenus. La meilleure réponse à y apporter de la part des dirigeants est d'accorder la priorité aux réformes et aux investissements dans des domaines tels que l'innovation et les marchés du travail afin de stimuler l'esprit d'entreprise et de permettre l'épanouissement des ressources humaines », déclare Xavier Sala-i-Martin, professeur d'économie à l'université de Columbia.

#### **Note aux rédacteurs**

Le classement du *Rapport global sur la compétitivité* se fonde sur l'Indice mondial de la compétitivité (GCI – Global Competitiveness Index), mis en place par le Forum économique mondial en 2004. La compétitivité est définie comme *l'ensemble des institutions, politiques et facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays*. Le GCI est basé sur des indicateurs nationaux regroupés dans douze catégories, les piliers de la compétitivité, qui ensemble permettent de brosser une image complète de la compétitivité d'un pays. Ces douze piliers sont : les institutions, l'infrastructure, l'environnement macroéconomique, la santé et l'éducation primaire, l'éducation supérieure et la formation, l'efficacité du marché des biens, l'efficacité du marché du

travail, le développement du marché financier, l'adoption technologique, la taille du marché, la sophistication des entreprises et l'innovation.

Lisez le **Rapport global sur la compétitivité 2015-2016** (en anglais) à l'adresse <http://wef.ch/gcr15>  
Téléchargez le classement complet de l'**Indice mondial de la compétitivité** (format [PDF](#) ou [Excel](#)).  
Suivez l'actualité du Forum sur **Twitter** aux adresses <http://wef.ch/twitter> et <http://wef.ch/livetweet> ainsi qu'à l'aide du hashtag [#GCR15](#)  
Devenez fan du Forum sur **Facebook** à l'adresse <http://wef.ch/facebook>  
Lisez le **blog du Forum** à l'adresse <http://wef.ch/blog>  
Découvrez les prochaines **manifestations** du Forum à l'adresse <http://wef.ch/events>  
Abonnez-vous aux **communiqués de presse** du Forum à l'adresse <http://wef.ch/news>

---

Organisation internationale indépendante soucieuse d'améliorer l'état du monde, le Forum économique mondial invite les grands décideurs de la planète à conclure des partenariats pour mettre au point des programmes d'action sectoriels, régionaux et mondiaux.

Fondation créée en 1971, dont le siège est à Genève, en Suisse, le Forum économique mondial est une organisation impartiale et à but non lucratif qui ne défend aucun intérêt politique, partisan ou national (<http://www.weforum.org>).



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva  
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>